



Syndicat National des Professionnel·le·s de la Petite Enfance

Bruno Le Maire : la petite enfance et l'école ne doivent pas servir de marchepied politique *Réaction du SNPPE à la proposition de scolarisation dès un an*

Guénange, le 9 septembre 2026 - Il fallait donc oser : face à l'échec des politiques éducatives, la réponse serait de scolariser les bébés.

Cette sortie est hors-sol. Elle révèle surtout une méconnaissance profonde du développement du jeune enfant, des métiers de la petite enfance et de la réalité des familles.

À un an, un enfant n'a pas besoin d'un modèle scolaire avancé de deux ans. Il a besoin d'attachement, de sécurité affective, de soins individualisés, d'interactions langagières de qualité, de professionnel·les formé·es et disponibles.

Mais pour cela, il faudrait investir massivement dans la petite enfance. Revaloriser les métiers. Former. Recruter. Améliorer les taux d'encadrement. Sortir de la logique gestionnaire et marchande qui abîme déjà trop d'établissements.

Bruno Le Maire préfère recycler une vieille obsession libérale : autonomie des établissements, évaluation externe, pilotage par la performance, mise en concurrence à peine voilée. Le jour où la libéralisation de l'école sera la solution aux inégalités sociales, ça se saura.

Le SNPPE le dit clairement : la petite enfance n'est pas l'antichambre low-cost de l'école. Les bébés ne sont pas des variables d'ajustement de PISA. Et les professionnel·les ne sont pas là pour réparer, dans l'urgence, des politiques publiques qui ont organisé la pénurie.

Si Bruno Le Maire veut vraiment lutter contre les inégalités dès le plus jeune âge, qu'il commence par écouter celles et ceux qui travaillent auprès des enfants.

Ça lui évitera peut-être de confondre politique éducative et formule de plateau télé.

Découvrez la lettre ouverte de notre co-secrétaire générale sur snppe.fr.

Retrouvez ici nos réseaux sociaux : <https://linktr.ee/snppe>